

Affaires courantes

a) Nous avons pris en considération le coût de l'impression du document en noir et blanc.

b) La différence entre l'impression en noir et blanc et l'impression tout en couleur était de 5 808,68 \$.

c) L'impression de la brochure a coûté 52 806,11 \$.

Question n° 31—M. Murphy:

Depuis le 6 juin 1990, y a-t-il eu des échanges de lettres ou des communications entre le Premier ministre, son bureau, le bureau du Conseil privé, des ministres de la Couronne et/ou leurs mandataires, d'une part, et le député de Lévis, son avocat ou des personnes travaillant pour ledit député, d'autre part, au sujet du projet de loi C-79 et, dans l'affirmative, a) de quelles lettres ou communications s'agit-il, b) certaines d'entre elles demandaient-elles que des mesures soient prises au sujet du projet de loi C-79 et, dans l'affirmative, quels sont les noms des personnes dont elles émanaient?

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Temps requis pour préparer cette réponse: 3 heures.

Coût approximatif: 54 \$

Il n'y a eu aucune correspondance ni communication échangée entre le bureau du Conseil privé et le député de Lévis à l'égard du projet de loi C-79. Le 7 mai 1991, le Bureau du Conseil privé a fait parvenir au député de Lévis par télécopieur une copie du décret C.P. 1991-813 daté du 7 mai 1991.

Quant à toute communication entre le Premier ministre, son cabinet, les ministres du Cabinet et le député de Lévis, le gouvernement n'a pas pour politique de divulguer les communications entre les députés et les ministres.

Question n° 32—M. Murphy:

Depuis le 6 juin 1990, y a-t-il eu des échanges de lettres ou des communications entre le Premier ministre, son bureau, le bureau du Conseil privé, des ministres de la Couronne et/ou leurs mandataires, d'une part, et le député de Lotbinière, son avocat ou des personnes travaillant pour ledit député, d'autre part, au sujet du projet de loi C-79 et, dans l'affirmative, a) de quelles lettres ou communications s'agit-il, b) certaines d'entre elles demandaient-elles que des mesures soient prises au sujet du projet de loi C-79 et, dans l'affirmative, quels sont les noms des personnes dont elles émanaient?

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Temps requis pour préparer cette réponse: 3 heures.

Coût approximatif: 54 \$

Il n'y a eu aucune correspondance ni communication à l'égard du projet de loi C-79 entre le Bureau du Conseil privé et le député de Lotbinière.

Quant à toute communication entre le Premier ministre, son cabinet, les ministres du Cabinet et le député de Lotbinière, le gouvernement n'a pas pour politique de divulguer les communications entre les députés et les ministres.

Question n° 36—M. Young (Acadie—Bathurst):

À combien de vérifications de la classification de postes de la Fonction publique a-t-on procédé en 1988, 1989, 1990, a) quels ministères ont fait l'objet de vérifications b) quels en ont été les résultats par ministère?

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Temps requis pour préparer cette réponse: 5 heures et 25 minutes.

Coût approximatif: 97 \$

Le Secrétariat du Conseil du Trésor m'informe comme suit:

Voir ci-joint.

Lors de l'exercice de vérification biennale de 1988-89, 3 303 postes ont été vérifiés à la grandeur de la fonction publique. De ce nombre, 248 ont été jugés mal évalués, soit de 6.4 p. 100 de l'échantillon. Cela représente une amélioration sensible par rapport aux résultats de l'exercice similaire mené en 1985-86, alors que 11 p. 100 des 3 568 postes vérifiés avaient été jugés mal évalués.

L'annexe A fournit la liste des ministères qui ont été vérifiés ainsi que les résultats pour chacun d'eux. L'annexe met en relief les résultats obtenus lors de la biennale précédente de 1985-86.

Une troisième vérification triennale est en cours depuis février 1991. Les ministères devront déposer leur rapport avant la fin de février 1992.